



FACH
VERBAND
SUCHT

RADIX
Schweizerische Gesundheitsstiftung
Fondation suisse pour la santé
Fondazione svizzera per la salute



GREAA
GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

S.S.A.M.
Swiss Society of Addiction Medicine
Schweizerische Gesellschaft für Suchtmedizin
Société Suisse de Médecine de l'Addiction
Società Svizzera di Medicina delle Dipendenze



NAS-CPA
Nationale Arbeitsgemeinschaft Suchtpolitik
Coordination politique des addictions

ticino(addiction)

Berne, Lausanne, Lugano, Zofingen, Zürich, le 15 mars 2017

Communiqué de presse

Loi sur les jeux d'argent : manque de vision et de responsabilité de la part du Conseil national

La coalition pour la protection des joueurs prend acte avec déception du vote du jour du Conseil national concernant la nouvelle loi sur les jeux d'argent. La chambre basse a suivi la voie tracée par le Conseil fédéral en soutenant une ouverture des jeux en ligne réservée uniquement aux opérateurs suisses, mais en refusant d'intégrer les conditions cadres pour une meilleure protection des joueurs.

En acceptant le blocage des sites étrangers de jeux d'argent, le Conseil national suit le Conseil fédéral et son homologue des Etats et renforce ainsi l'offre de jeux des opérateurs suisses. La Suisse verra apparaître une nouvelle offre de jeux online. La coalition n'était pas opposée à cette formule *Swiss made*, qui peut avoir un certain effet préventif, mais elle regrette amèrement que la chambre basse n'ait pas osé introduire un financement pour soutenir les cantons face aux conséquences du jeu excessif. Même la commission indépendante d'experts, pourtant prévue dans les projets initiaux, n'aura pu passer la rampe du Parlement.

Ce n'est pas faute d'avoir rappelé que la plus grande proportion des revenus des jeux vient de la poche des joueurs excessifs et que parmi ceux-ci les personnes en situation socio-économique défavorables sont surreprésentées, mais les revenus faciles ont la côte ! Comment dès lors limiter les conséquences financières, sanitaires et sociales liées au jeu excessif, alors que l'offre sur internet va exploser et les moyens pour protéger les joueurs s'affaiblir ? Le Parlement a définitivement manqué une occasion de se montrer responsable et visionnaire.

Seule lumière dans la nuit, le Conseil national a finalement accepté d'introduire un contrôle systématisé de l'âge pour empêcher les mineurs de jouer aux automates de loteries électroniques. Une avancée que les milieux de la prévention ne boudront pas.

Contact

F : GREAA: Frédéric Richter, vice-secrétaire général, 079 757 01 69

D: Fachverband Sucht: Petra Baumberger, Generalsekretärin, 079 384 66 83